



HAL
open science

Prestige et coup d'Etat en Amérique latine au XXe siècle

Emmanuel Cherrier

► **To cite this version:**

Emmanuel Cherrier. Prestige et coup d'Etat en Amérique latine au XXe siècle. L'Harmattan. Le prestige du pouvoir politique en Amérique latine, L'Harmattan, pp.57-90, 2019, 978-2-343-17513-3. hal-04443030

HAL Id: hal-04443030

<https://hal.science/hal-04443030>

Submitted on 14 Feb 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Prestige et coup d'Etat en Amérique latine au XXème siècle

Emmanuel CHERRIER
Maître de Conférences en science politique
Université Polytechnique Hauts de France

Si l'on considère le coup d'Etat comme « l'appropriation illégale du pouvoir politique détenu par un Etat moderne, au moyen de l'usage ou de la menace de la contrainte, par l'action et dans l'intérêt d'un groupe restreint bénéficiant de la neutralisation ou de la complicité (passive ou active) des forces chargées de faire respecter la légalité »¹, alors dans l'imagerie d'Epinal, l'Amérique latine semble – avec l'Afrique – « la » zone de prédilection des coups d'Etat, lequel serait quasiment le mode normal d'accès au pouvoir. Quand on n'évoque pas une tradition autoritaire portant au fatalisme de la dictature militaire (après les autorités incarnées pré-colombiennes, l'absolutisme des monarchies européennes ayant continué à préparer le terrain au présidentielisme futur), ce sont les arts tels que la bande dessinée « Tintin »², ou le cinéma de Woody Allen (« Bananas », 1971) qui l'illustrent. Et même si ces œuvres sont quelque peu anciennes, l'image qu'elles véhiculent était jusqu'à une récente époque, ancrée dans l'imaginaire collectif, et n'était pas dénuée de tout fondement. En 1900, sur 13 Etats, 4 avaient vu leur dirigeant accéder au pouvoir par coup d'Etat (Colombie, Equateur, Guatemala, Venezuela), soit un tiers... (et 7 par élection et 2 par succession). Dans la réalité, par exemple, une blague courait en Bolivie : tout voyageur arrivant à La Paz se présentait au *Gran Hotel Paris* (face au palais présidentiel) et demandait une chambre « avec vue sur le coup d'Etat »³. La réalité accréditait parfois la dérision : ainsi, en octobre 1970, cette même Bolivie verra se succéder six présidents en cinq jours : Ovando, Miranda - les deux ensemble - puis un triumvirat de commandants des trois armes, et enfin le général Torres⁴.

L'Amérique latine présente donc un rapport particulier avec le coup d'Etat. D'une part, du fait du nombre d'actes : 42 soulèvements militaires recensés entre 1930 et 1957 en Amérique latine, alors qu'entre 1945 et 1987, la planète a connu 257 coups d'Etat et 329 tentatives de coups d'Etat : à elle seule, l'Amérique latine recense 93 tentatives et 100 coups d'Etat⁵. Certains états concentrent d'ailleurs plusieurs coups d'Etat : de 1955 (après le renversement de Peron) à 1976, l'armée argentine va déposer 6 présidents (4 élus, 2 qu'elle avait pourtant imposés), mais sans atteindre le record de la Bolivie : 190 coups d'Etat depuis son indépendance (1825)... Etablir une statistique depuis les indépendances relève de l'impossible, et aucun auteur n'a été en mesure de recenser précisément tous les coups d'Etat (réussis ou tentés) latino-américains. Une des raisons en est que la notion de coup d'Etat a été souvent indistinctement mêlée à d'autres concepts sous le nom

¹ Nous reprenons ici la définition donnée par nous dans notre thèse de doctorat « 18 Brumaire et 2 Décembre. Eléments pour une étude du coup d'Etat », sous la direction de M. le professeur Philippe Raynaud, Université de Lille II, 1999.

² Dans deux albums : *L'Oreille cassée* (1935), *Tintin et les Picaros* (1976).

³ Cité par Maurice Lemoine, *Les enfants cachés du général Pinochet. Précis de coups d'Etat modernes et autres tentatives de déstabilisation*, Paris, Don Quichotte éditions, 2015, p. 391.

⁴ Miranda, qui tente de chasser Ovando du pouvoir, occupe brièvement le palais présidentiel (siège symbolique du pouvoir), avant d'en être chassé par le triumvirat des commandants en chef des trois armes, qui en est lui-même chassé par Torres, porté par la population, le tout en moins de 24 heures.

⁵ Daniel Hermant, « Coups de l'Etat et coups d'Etat », in « Les coups d'Etat », *Etudes polémologiques*, n° 41, premier trimestre 1987, pp. 50 et s/s.

générique de « révolution » (et qui aujourd'hui sont des émeutes, coups d'Etat, rébellion, sédition, etc.), comme l'expliquent justement Pierre Vayssière⁶ et Renée Fregosi⁷.

De plus, leur nature s'est montrée souvent assez différente de ce qui se produit en la matière dans d'autres parties du monde : alors que les coups d'Etat du XXème siècle sont plus souvent dirigés contre les gouvernements qu'accomplis par eux, l'Amérique latine voit nombre de coups d'Etat être accomplis par des chefs d'Etat soucieux de conserver un pouvoir menacé par des élections proches ou par des dispositions institutionnelles (interdiction de solliciter un nouveau mandat, etc.)⁸.

La relation de l'Amérique latine au coup d'Etat doit donc être vue plus attentivement, et dans cette perspective, le prestige semble constituer une grille de lecture pertinente et originale. Le prestige peut être défini comme le fait d'imposer le respect, d'inspirer l'admiration, de séduire, de faire forte impression, ou encore l'attrait pouvant impressionner et séduire, entraîner. C'est donc la qualité de quelque chose ou de quelqu'un qui frappe l'imagination, et impose l'admiration par son éclat, sa valeur⁹. Le lien avec le coup d'Etat s'impose assez vite à l'esprit, puisque le prestige est un facteur d'influence, qui constitue donc un des ressorts de la relation de pouvoir, ce même pouvoir dont le coup d'Etat est destiné à permettre l'acquisition.

L'étendue du sujet à considérer ici pose rapidement le constat des limites de l'entreprise.

D'une part, une approche globale des rapports entre prestige et coup d'Etat devrait inévitablement intégrer une dimension internationale, à savoir d'étudier le regard porté par la communauté internationale (formée des Etats autant que des organismes de coopération internationale tels que l'ONU ou l'OEA) sur le coup d'Etat. Celui-ci est, à première vue, négatif, en ce sens que le coup d'Etat est condamné comme rupture de l'ordre légal et acte souvent violent, qui contrevient donc à la doxa démocratique en vigueur – au moins officiellement – dans le monde et surtout dans les pays développés. En réalité, cette même communauté s'est parfois accommodé des régimes nés d'un coup d'Etat, après des protestations de principe. Mais, faute de temps, on se bornera à considérer le sujet dans une perspective interne aux Etats latino-américains, c'est-à-dire à étudier le coup d'Etat et le prestige au regard du pays considéré. Néanmoins, quand l'intervention étrangère a pesé sur le sujet qui nous occupe, nous y ferons allusion.

D'autre part, il ne saurait ici être question de traiter des coups d'Etat latino-américains en général, ce qui supposerait d'étudier en profondeur leurs causes, mécanismes, et d'en dresser l'inventaire exhaustif en perspective de l'établissement d'une typologie. Le sujet particulier qui nous occupe – le rapport du coup d'Etat et du prestige dans l'aire latino-américaine – abordera évidemment ces différents aspects, mais uniquement en ce qui l'intéresse. Nous rapporterons donc le coup d'Etat au prestige, et ce qui n'entre pas dans le cadre de leurs relations sera écarté, quand bien même cela relève du coup d'Etat entendu dans une perspective plus vaste.

⁶ *Les révolutions d'Amérique latine*, Paris, Seuil, 1991, nouvelle édition revue et augmentée, 2001, p. 12. Il ajoute qu'aucun historien n'a dénombré les « révolutions dictatoriales » du 19^{ème} siècle (« sans doute plusieurs centaines »), *id.*, p. 59.

⁷ Elle écrit que, depuis les indépendances, « est alors appelée révolution toute tentative aboutie ou non, de changement de la règle du jeu politique quelles que soient les modalités du changement : coup de force politique, coup d'Etat militaire, guerre civile, pour instaurer soit la domination d'un parti ou d'une fraction, soit celle d'un groupe ou d'un courant traversant les partis ou encore, soit la légalité démocratique par des élections libres, soit un « ordre nouveau » fascisant », « Violence politique et coups d'Etat en Amérique latine » in Sarah Delos-Hourtole et Emmanuel Cherrier (dir.), *Coups d'Etat et révolutions*, Valenciennes, PUV, 2005, p. 161.

⁸ D. Hermant, art. cit, p. 18.

⁹ Larousse, dictionnaire en ligne : <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/prestige/63781>.

Cependant, le prestige, dans l'optique d'une liaison avec le coup d'Etat appelle deux autres concepts, avec lesquels il se confond :

- le charisme, qui est la source du prestige personnel
- la légitimité, ressort du coup d'Etat, et dont le charisme-prestige est l'une des déclinaisons et des conditions, comme l'a montré Max Weber (légitimité charismatique).

Au vu de ces remarques, on constate que le prestige peut être effectivement l'un des ressorts du coup d'Etat, mais le prestige n'est évidemment pas le seul facteur intervenant dans un coup d'Etat (que ce soit comme motif de celui-ci, cause de l'échec, etc.). Il constitue un révélateur pertinent de l'environnement dans lequel le coup d'Etat se situe, car il est une ressource politique, inséparable d'une structure des opportunités. Il est donc le produit d'une situation polysectorielle (économique, sociale, politique, institutionnelle, voire internationale) autant qu'il constitue l'un des leviers de cette situation. Sous cet angle, sa présence ou son absence pèsent donc sur la genèse, l'accomplissement, le déroulement et les suites du coup d'Etat.

Un problème conceptuel se pose, qui est celui de la subjectivité de la notion de prestige : comment le mesurer ? Et auprès de qui ? L'hétérogénéité des publics à étudier fait qu'un coup d'Etat peut être couvert de prestige aux yeux d'une catégorie de la population (l'armée, par exemple), mais en être dépourvu pour la majorité de la population.

Examiner des actes parfois vieux d'un siècle afin de savoir si l'acte ou ses auteurs, ou ceux qu'il a renversés, étaient ou non recouverts de prestige à l'époque, relève bien souvent de l'impossible, à moins d'un intense travail d'archives, quand elles existent... et en supposant qu'elles soient sincères.

Dès lors, on se bornera dans les développements suivants à établir des idéaux-types, au sens webérien du terme. On bâtira et présentera donc les différents modèles de relations possibles entre prestige et coup d'Etat, mais en y insérant de nombreuses illustrations concrètes. Auparavant, quelques précisions liminaires sur la notion de coup d'Etat latino-américain s'imposent.

I. Le coup d'Etat latino-américain

L'image d'Epinal évoquée *supra* produisait une explication simple à la multitude des coups d'Etat latino-américains : le coup d'Etat était propre aux états récents, encore peu ancrés dans le fait national (souvent fragile lui aussi¹⁰), faiblement institutionnalisés et où l'armée constitue souvent la seule organisation réelle (explication également valable pour l'Afrique), le tout sur fond de sous-développement économique et social, et d'arriération des masses.

Or, c'est négliger le fait que des Etats développés ont connu des coups d'Etat (Argentine, Uruguay, Chili...) et que des Etats faiblement développés en ont peu connu (Colombie). De même, les pays qui connaissent la plus grande violence politique sur de longues périodes ne sont pas ceux où se produisent le plus de coups d'Etat (Amérique centrale, notamment)¹¹. Il faut donc évacuer ces idées simplistes¹².

¹⁰ Raymond Aron relève que la légitimité « libérale » ou « démocratique », proclamée lors de la libération (XIX^{ème} siècle) « n'avait ni créé d'unité morale ni instauré des institutions viables » : « La mitrailleuse, le char d'assaut et l'idée », in *Etudes politiques*, Paris, Gallimard, 1972, p. 525.

¹¹ R. Fregosi, « Violence politique et coups d'Etat en Amérique latine », art. cit., p. 162. La Colombie, qui connaît la plus forte violence politique sur le long terme (guerre civile 1948-1957, 300.000 morts ; guérillas depuis 1958..) est le seul pays à n'avoir pas connu de coup d'Etat à proprement parler, *ibid.*

¹² Voir notamment Jean-Michel Blanquer, « Consolidation démocratique ? Pour une approche constitutionnelle », *Pouvoirs*, *L'Amérique latine*, 2001, pp. 37-47.

La question se pose donc : dans quel cadre le coup d'Etat se déploie-t-il ? Certaines sociétés y sont-elles plus réceptives (ce qui entrainerait une légitimation plus facile du coup d'Etat par le prestige). Et qui accomplit le coup d'Etat ? Nous relèverons ici quelques points.

1. Le coup d'Etat est essentiellement militaire, mais pas uniquement

a. *Dans un continent marqué par le prestige de la démocratie, et où les indépendances se sont faites à la lumière des idées libérales, le coup d'Etat militaire et la dictature ne sont pas les tendances dominantes comme on le croit trop souvent.*

L'armée, caractérisée par le respect de la hiérarchie et de la discipline est portée par nature « à admirer les gouvernements forts, à abhorrer l'indiscipline et le désordre ». O. Duhamel et Y. Mény la décrivent comme un « groupement à l'esprit de corps marqué, fier d'avoir en charge la mission de défense du pays, tirant orgueil de son acceptation du sacrifice »¹³.

Certes, les coups d'Etat ont longtemps été, en fait, des *pronunciamientos*, parce qu'accomplis par des militaires, quasi-exclusivement. C'est par exemple ce que reflète le *Dictionnaire de la langue espagnole* (DRAE), pour lequel un « golpe de Estado, du français coup d'Etat, est une intervention violente et rapide, généralement menée par des forces militaires ou rebelles, par laquelle un groupe déterminé s'empare ou tente de s'emparer des moyens du gouvernement d'un Etat en déplaçant les autorités existantes » (22^{ème} édition, 2001).

Issu du verbe espagnol *pronunciar* (*se prononcer*, en l'occurrence contre le pouvoir établi), dans la définition classique le *pronunciamiento* est lié au monde hispanique, puisqu'il a pour théâtre l'Espagne ou ses anciennes colonies d'Amérique du Sud. C'est essentiellement un coup d'Etat militaire, permettant à un militaire ou une junte de prendre le pouvoir. Il s'agit toujours d'officiers, les sous-officiers et soldats ne sont qu'exécutants. La rébellion de sous-officiers est appelée *sargentazo*, le soulèvement d'un régiment *cuartelazo*. Le *pronunciamiento* est plus précis que le coup d'Etat, qui peut en théorie être accompli par n'importe qui, civil ou militaire, et dans ce dernier cas, sans distinction de grade¹⁴. Le *pronunciamiento* ne peut réussir qu'avec une foudroyante rapidité. Il est enfin rendu chronique par l'ignorance, l'apathie ou le métissage de la population¹⁵. Nulle idéologie, nul fait révolutionnaire ne le désignent. Il permet le remplacement d'un dirigeant, le plus souvent dictateur, par un autre, qui établira très probablement un régime identique. Le *pronunciamiento* pourrait constituer la variante militaire et hispanisante du coup d'Etat, n'était-ce un aspect : il peut se dérouler en l'absence d'Etat, puisqu'il s'agit simplement de renverser le détenteur - réel ou apparent - du pouvoir politique. Ce fut le cas très souvent en Amérique latine, jusqu'au début du 20^{ème} siècle. Au contraire, le coup d'Etat ne peut être appelé ainsi que s'il y a existence d'un Etat moderne. Les définitions des deux actes peuvent donc coïncider, à la condition qu'il existe un Etat, détenteur réel du pouvoir politique.

Or, en Amérique latine, le coup d'Etat n'est pas forcément ou uniquement militaire : l'armée, pour d'évidentes raisons pratiques, doit être au moins complice passive, mais elle peut ne pas participer au coup d'Etat, en s'abstenant de soutenir le régime (ce qui revient à participer d'une certaine façon, en facilitant l'acte). Dans une logique prétorienne, l'armée a même souvent été sollicitée de

¹³ *Dictionnaire constitutionnel*, Paris, PUF, mars 1992.

¹⁴ En théorie, car la nécessité de la participation des troupes rend difficile l'organisation d'un coup d'Etat par un simple sous-officier, hors du commandement, à moins que celui-ci, inorganisé ou discrédité, soit la cible et la victime du coup d'Etat, ce qui fut parfois le cas en Afrique. Les indications de vocabulaire espagnol sont issues de Daniel Hermant : art. cité, p. 16. L'auteur rapporte que le mot de *pronunciamiento* est passé en France vers 1842, *ibid.*

¹⁵ G.M Tracy et J. Dumont, *Les coups d'Etat*, Paris, Hachette, 1963, ch. VII, pp. 325 et s/s.

participer à un coup d'Etat fomenté par des civils, plus qu'elle n'en a été à l'initiative (cela est surtout avéré avant la Seconde Guerre Mondiale). De fait, l'Histoire a vu des coups d'Etat où le rôle des militaires est relativement réduit, alors que celui des civils est important. Est-il déplacé d'y voir une influence du prestige de la démocratie et du manque de prestige du coup d'Etat ? On voit donc des coups d'Etat mêlant civils et militaires (tel en Argentine, au début du 20^{ème} siècle, lorsque l'Union civique radicale veut mettre fin à l'Etat oligarchique, et élargir la base de la société), ou encore des putschs démocratiques (*puebladas*, coups de peuple) fin 19^{ème}-début 20^{ème} (1890, 1893, 1905). On constate même parfois que les militaires sont soumis aux civils, et agissent sur pression de l'opinion, et non par ambition de corps ou en fonction du prestige d'un général¹⁶. L'Uruguay verra même les deux coups d'Etat de Terra et Baldomir (1933 et 1942) être accomplis par la police et les pompiers, suite à l'indifférence de l'armée¹⁷ ! Dernier exemple, en Argentine, le système politique ne se répartit pas en 2 sphères bien séparées (civile – militaire) et de ce fait, selon A. Rouquié, « l'intervention des militaires est sinon légitime, du moins légitimée par de larges secteurs de l'opinion » et « tout soulèvement militaire obtient immédiatement l'appui, public ou non, de l'opposition aux détenteurs du pouvoir » : l'appel au soldat est une habitude partagée par tous les partis, même le PC, fondant des espoirs sur une alliance avec les militaires progressistes¹⁸. Comme en conclut Renée Fregosi, « la séparation civil/militaire prônée en théorie, signifiait en fait tenir les militaires aux ordres des civils lorsque se faisait sentir le besoin d'une intervention face à des demandes sociales trop pressantes »¹⁹.

b. Un coup d'Etat militaire n'est pas forcément annonciateur d'un régime conservateur ou réactionnaire (dictature d'extrême droite, pour faire simple)

Alain Rouquié précise à juste titre qu'en Amérique latine, le coup d'Etat s'inscrit dans la dynamique d'un Etat arbitre entre les secteurs sociaux, au service d'un *statu quo* qui peut être réaménagé de fond en comble pour garantir l'essentiel. Les coups d'Etat régulateurs y sont donc avant tout des « coups de l'Etat » sur des « secteurs sociaux dont l'emprise limitait son autonomie ou mettait en péril son fonctionnement même en tant que garant du pacte de domination »²⁰. On ne peut donc totalement corroborer la lecture marxiste des coups d'Etat militaires, qui les a la plupart du temps présentés comme une réaction des classes dominantes ou de l'oligarchie au pouvoir pour briser l'élan libérateur des classes laborieuses ou l'influence de la révolution cubaine exportée à la pointe des mitraillettes des guérilleros du Che, rappelant d'ailleurs l'analyse que Karl Marx faisait du 2 Décembre et du régime impérial²¹.

L'armée, de plus, est souvent vue comme un groupe de prétoriens – quand on ne parle pas de soudards – naturellement corrompus et prêts à suivre le premier général ou lieutenant venu dans

¹⁶ A. Rouquié, *L'Etat militaire en Amérique latine*, op. cit., p. 135.

¹⁷ Cité par A. Rouquié, op. cit., p. 146.

¹⁸ Op. cit., p. 336. Pierre Vayssière ajoute qu'en 1964 au Brésil, il n'y a pas de résistance populaire au coup d'Etat, la foule accompagne même les militaires (industriels et classes moyennes soutiennent le coup d'Etat militaire), op. cit., p. 223.

¹⁹ « La fin des coups d'état militaires en Amérique latine ? Mutineries et coups manqués en Argentine et au Paraguay dans les années 80-90 », in Renée Fregosi (dir.), *Armées et pouvoirs en Amérique latine*, Paris, Editions de l'IHEAL, 2004.

²⁰ *L'Etat militaire en Amérique latine*, op. cit., pp. 55-56.

²¹ *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, 1852, Paris, Editions sociales, 1969 ; *Les luttes de classes en France. 1848-1850*, 1850, Paris, Editions sociales, 1952 ; *La guerre civile en France*, 1871, Paris, Editions Sociales, 1972.

l'assaut du pouvoir. Or, il y a de nombreux contre-exemples à cette vision quelque peu simplificatrice. Dans l'exemple célèbre du coup d'Etat chilien du 11 septembre 1973, c'est oublier que l'armée – qui est peu intervenue jusque-là dans la vie politique – est légaliste. Pour la faire intervenir, il faudra lui prouver que l'exécutif est sorti de la légalité (le 22 août 1973, le Parlement déclare que le gouvernement s'est mis hors la loi pour avoir soutenu des pouvoirs parallèles et porté atteinte à la propriété privée : le juridisme de l'armée sera sauf) ; et aussi que les conservateurs, outrés de la présidence démocrate-chrétienne d'Eduardo Frei, changent de regard sur l'armée et la voient comme un recours, et non plus comme soumise au pouvoir civil. Gonzalo Arroyo révèle qu'après le coup d'Etat au Chili, la junte, pour lever les derniers doutes de certains militaires, argua d'un « plan Z » selon lequel la gauche était sur le point de passer à l'insurrection et d'assassiner massivement des généraux et des hommes politiques de l'opposition (stratagème utilisé également en Bolivie)²².

Dans le cas d'un coup d'Etat « classique », les militaires agissent souvent pour libérer l'Etat d'acteurs jugés « dangereux ou inutiles » (ce qui peut être une source de prestige). Si l'armée est évidemment attachée à l'ordre, sa conception de celui-ci n'est pas forcément celle d'un ordre social figé : les militaires activistes latino-américains du début du 20^{ème} siècle prennent souvent le parti de la démocratie et de la justice sociale²³, et effectuent un coup d'Etat modernisateur. En effet, répandu surtout au début du 20^{ème} siècle, il y fait retour également vers la fin. Selon R. Fregosi, dans la deuxième partie du 20^{ème} siècle, les coups d'Etat militaires sont plutôt porteurs d'une volonté de changement politique et de modernisation nationale (selon diverses voies) : Brésil, Pérou 1968 (le coup d'Etat portant Velasco Alvarado au pouvoir se fait contre les oligarchies, et le nouveau leader entreprend une réforme agraire), Chili après 1973 (Pinochet adopte le libéralisme économique contre une partie du pouvoir militaire)²⁴. On peut ajouter à la liste le coup d'Etat de 1968 au Panama, où le pouvoir passe au général charismatique Torrijos, qui lance alors une Révolution nationaliste et populaire, soutenue par l'Eglise et par l'opinion : il peut alors renégocier les traités et signer en 1977 le traité prévoyant la rétrocession du canal en 2000.

Bilan : à la fin des années 60, la gauche arrive au pouvoir dans 8 états, dont 6 par coup d'Etat²⁵.

c. un coup d'Etat n'est pas forcément diligenté par les Etats-Unis

Certes, la main de Washington est intervenue à de nombreuses reprises dans les coups d'Etat, au point de faire surnommer l'école des Amériques (située de 1946 à 1984 à Fort Gulick, au Panama, avant

²² *Coup d'Etat au Chili*, Paris, Cerf, 1974, p. 44.

²³ A. Rouquié, *L'Etat militaire en Amérique latine*, Paris, Seuil, 1982, p. 141.

²⁴ « Violence politique et coups d'Etat en Amérique latine », art. cit., p. 164.

²⁵ Il s'agit de :

- Pérou : Velasco est renversé en 1975 par le général Morales Bermudez, après échec de sa tentative autoritaire d'intégration des couches défavorisées ;

- Equateur : en 1972, coup d'Etat militaire pour éviter la victoire potentielle du populiste Assad Bucaram ; prise de pouvoir du général Rodriguez Lara, qui tente une politique nationaliste et sociale (qui échoua après n'avoir tenté qu'une modeste réforme agraire), et fut renversé en 1976 ;

- Honduras, décembre 1972 : coup d'Etat, faute de réformes engagées par le gouvernement d'union nationale constitué en 1971. De larges secteurs de la société appuient le coup d'Etat ; les militaires lancent une politique de modernisation et de développement économique ;

- Salvador : en 1979, arrivée au pouvoir de militaires voulant démocratiser le pays.

Ces expériences se finirent souvent par des coups d'Etat militaires, y compris dans des pays qu'on pensait jusqu'alors préservés du militarisme (Chili, Uruguay).

d'être transférée aux USA en Géorgie)²⁶, « l'école des coups d'Etat »²⁷. Néanmoins, la professionnalisation des armées les a amenées à s'émanciper de leur mentor, voire à soutenir ensuite des gouvernements peu tournés vers Washington (Pérou 1968, coup d'Etat du général Velasco Alvarado, qui fait des émules dans différents pays : Equateur, Panama de Torrijos...). Une part notable des coups d'Etat militaires n'est pas due aux ordres de l'Oncle Sam, mais à la consolidation des armées nationales, dont le coup d'Etat est une conséquence indirecte.

2. Le coup d'Etat n'intervient pas n'importe quand, pour un oui ou un non

Au 20^{ème} siècle, il y a en fait 3 grandes périodes de coups d'Etat, rompant avec des régimes à dominante démocratique :

a. Les années 30

Alors que les régimes démocratiques dominaient en 1928-1930, les régimes militaires sont prépondérants vers 1930-1934. Puis, la victoire des démocraties en 1945 entraîna des changements favorables en Amérique latine, favorables au pluralisme : entre 1944 et 1946, 6 pays passèrent d'une dictature à la démocratie (Argentine, Bolivie, Brésil, Guatemala, Pérou, Venezuela) : le prestige rehaussé de la démocratie entraîne un recul des coups d'Etat... pour peu de temps.

b. La fin des années 40 et début années 50

La Guerre froide et la pression des USA pour renforcer la lutte anti-communiste entraînent l'action des militaires dans 11 pays (sur 18), qui changent de régime suite à un coup d'Etat entre 1948 et 1955. Cette réaction autoritaire provoquée par la Guerre froide se résorbe dans la seconde partie des années 50, et des dictateurs chutent (Odría, Pérou 1956 ; Rojas Pinilla, Colombie 1957 ; Pérez Jiménez, Venezuela 1958). Si, en 1954, 12 républiques sur 20 sont gouvernées par des militaires arrivés au pouvoir par la force, en 1961, il n'en reste qu'une (Stroessner, au Paraguay)²⁸.

c. Les années 60-70

Après 1961 et l'orientation de Castro vers l'URSS et son soutien à des foyers de guérilla en Amérique du Sud, la préoccupation de contrer la propagation du communisme amène une nouvelle vague de coups d'Etat, cette fois « préventifs » contre des régimes jugés trop faibles face au péril rouge. On voit ici également l'influence de la doctrine dite « de la sécurité nationale » répandue depuis le Brésil (théorisée d'abord dans *Géopolitique du Brésil*, publié en 1957 par le général Golbery do Couto e Silva, et très lu sur tout le continent)²⁹. Une nouvelle vague militaire revient dès 1962, année à partir de laquelle et jusqu'en 1969, on

²⁶ De 1946 à 1991, l'Ecole des Amériques forme 60.000 militaires à la lutte anti-subversion et au *golpe*.

²⁷ A. Rouquié, *op. cit.*, p. 175.

²⁸ 10 ont été renversés par des révolutions ou assassinats, 1 s'est retiré (Pérou).

²⁹ Outre le combat contre les marxistes eux-mêmes, cette doctrine recouvrait aussi une volonté de contenir et réprimer des demandes et aspirations populaires, ainsi que d'écraser des guérillas coupées des masses, selon Yvon Le Bot, *Violence de la modernité en Amérique latine. Indianité, société et pouvoir*, Paris, Karthala, 1994, p. 26.

comptera 11 coups d'Etat (dont 2 en Argentine, et 2 au Pérou)³⁰. Le début des années 70 verra encore des coups d'Etat dans des pays qu'on pensait solidement ancrés dans la tradition démocratique (Chili, Uruguay) et que l'Argentine ne connaisse un coup très violent (rompant avec une tradition de modération). La décennie 60 est celle de la généralisation du coup d'Etat militaire destiné à empêcher l'arrivée ou le maintien d'un président progressiste : seuls le Mexique, le Costa Rica, la Colombie et le Venezuela sont épargnés.

Nb : il convient de préciser que, en sus des facteurs internationaux ou « transaméricains » (*supra*) de coups d'Etat, certains obéissent aussi à des évolutions internes spécifiques à chaque pays³¹ :

Argentine : coup d'Etat plutôt conservateur, anti-péroniste

Pérou 1968 : coup d'Etat réformiste

Brésil 1964 : échec des politiques menées par le président, échec de la stabilisation politique

Equateur 1963 : réaction contre les inclinations à gauche du président

Bolivie 1964 : réaction contre l'instabilité et le désordre violent

1971 : 2 ans après la mort accidentelle du général Barrientos (au pouvoir depuis 1964), le général Banzer prend le pouvoir pour mettre fin aux rivalités entre factions de l'armée

Les coups d'Etat subissent un sérieux coup d'arrêt dès la fin des années 70, avec le début de la vague de démocratisation de l'Amérique latine. La démocratie s'installa dans 13 pays entre 1979 et 1990, ne laissant alors de côté que Cuba et le Mexique³² (sur ces 13 Etats, 1 accéda à la démocratie par coup d'Etat - Paraguay, 1989 - et 1 par intervention militaire - Panama, 1989 - les autres par élection, voire nomination du président – Salvador, 1980). Le coup d'Etat au Salvador, le 15/10/1979, semble alors détonner dans la liste, mais il était accompli par de jeunes officiers réformistes, soutenus par l'Eglise et les USA, et instruits par l'évolution du Nicaragua la même année (fuite du dictateur Somoza, arrivée au pouvoir des sandinistes).

3. Le coup d'Etat ne survient pas principalement dans les pays les moins développés, comme une preuve supplémentaire de ce retard de développement

En réalité, le coup d'Etat militaire se manifeste surtout « dans des pays qui connaissent de façon fugace ou plus durable une phase de stabilité démocratique et un cadre politique pacifique »³³, comme le Chili en est l'exemple, qui était avant 1973 (et plutôt même avant 1970) un pays stable, doté assez tôt d'un Etat centralisé, avec absence de caudillisme centrifuge, et a peu connu de coups d'Etat (coups d'Etat en 1924, 1947, 1973 « seulement »). Et dans la même logique, les pays qui

³⁰ En Amérique centrale et caribéenne, le poids de la révolution cubaine se fit sentir plus durement dans les coups d'Etat, car des gouvernants réformistes furent suspectés de marxisme, et souvent renversés pour avoir ainsi voulu modifier l'ordre traditionnel, notamment en économie :

- Guatemala : coup d'Etat préventif en 1963, contre l'idée du président Ydigoras de permettre le retour au pays d'Arévalo (président déchu en 1954 et accusé d'être communiste)

- Honduras : en 1963, les militaires renversent le président Villeda Morales, qui tentait d'imposer une réforme agraire

- Panama : en 1968, coup d'Etat militaire pour moderniser le pays et en faire une nation (et après des décisions du président élu peu avant, pour réorganiser la hiérarchie militaire)

- République dominicaine : instabilité politique après l'assassinat de Trujillo en 1961, son successeur Juan Bosch (élu en décembre 1962) tente des réformes et est renversé en septembre 1963. La junte ne tint pas ses promesses de démocratisation, et entraîna une tentative de coup d'Etat en avril 1965, qui fut vaincue par l'intervention des USA.

³¹ O. Dabène, *L'Amérique latine au XXème siècle*, op. cit., pp. 106 et s.

³² Cela débute en 1978 avec l'Equateur et se poursuit jusqu'en 1989 avec le Chili et le Paraguay, en passant par le Pérou en 1980, la Bolivie en 1982, l'Argentine en 1983, l'Uruguay en 1984, le Brésil en 1985, etc.

³³ R. Fregosi, « Violence politique et coups d'Etat en Amérique latine », art. cit., p. 163.

connaissent tardivement des coups d'Etat militaires sont aussi ceux qui ont construit tardivement un état moderne indépendant (états centre-américains et Caraïbes, dominés ou occupés longtemps par les USA : Cuba, République dominicaine, Nicaragua, Panama).

Ainsi que le rappelle Pierre Bon³⁴, en Amérique ibérique, l'Etat précède la nation, au moment des indépendances (vers 1820). Il va donc s'agir de créer des nationalités différentes, correspondant aux différents Etats, et ce à partir de la nationalité espagnole (sauf au Brésil). Peu à peu, les conflits territoriaux vont contribuer à forger une identité, facilitée aussi par le désir d'intégration des colons, ou la persistance de l'identité indigène (permettant de s'intégrer dans les nouvelles structures). L'Etat-nation devient donc une réalité, mais lentement. De plus, cet Etat, même antérieur à la nation, est souvent assez faible techniquement, mais pas forcément instable pour autant. Comme le rappelle Jean-Pierre Lavaud³⁵, à l'origine (indépendance), les états sud-américains sont assez stables et adoptent des institutions inspirées des républiques américaine et française³⁶.

Pour autant, la construction de la nation est un processus lent et complexe, et tous les Etats ne peuvent être logés à la même enseigne. Selon Yvon Le Bot³⁷, l'Argentine et ses plus proches voisins du Cône sud (Uruguay, Chili et plus loin Costa Rica) se perçoivent comme une projection de l'Occident, et Etat et nation s'y sont formés sur le modèle européen, alors que d'autres états se sont construits dans la rupture avec l'Europe (Mexique...). De fait, dans l'Amérique des Cordillères, de la Bolivie au Guatemala, en passant par le Pérou, l'Equateur, la Colombie ou encore le Nicaragua, les sociétés sont plus fragmentées, plus faiblement intégrées, les identités nationales sont moins nettes, moins sûres d'elles. Dès lors, dans des pays où la dualisation de la société était extrême et les classes moyennes faibles, et quand l'oligarchie s'était montrée incapable de se moderniser et se transformer en agent du développement, des secteurs militaires ont pu être tentés d'assumer ce rôle, de modeler l'Etat et forger l'unité et l'indépendance nationales. Ce serait au 20^{ème} siècle le cas du Pérou (général Velasco Alvarado), de l'Equateur (général Rodriguez Lara), et de Panama (général Torrijos). Ces états, où les dirigeants cités sont arrivés au pouvoir par coup d'Etat, ont vu se déployer un national-populisme modernisateur (mouvement de défense de la nation et des communautés contre l'impérialisme de Washington, et non pour revenir à un *statu quo ante*, mais plutôt trouver une voie nationale de modernisation, pouvant être tournée contre les oligarchies).

Dans ces états où la faiblesse du fait national a produit un manque de cohésion nationale, Georges Burdeau rappelle que cela a souvent conduit les pays d'Amérique latine et d'Afrique à se jeter dans les bras d'un chef charismatique³⁸. Le prestige a joué un rôle important dans la fondation des Etats, depuis le Libertador Simon Bolivar ou ses « collègues » San Martin, O'Higgins et Sucre. Guy Hermet, Bertrand Badie, Pierre Birnbaum et Philippe Braud expliquent que « *la notion d'Etat implique de manière plus générale aussi bien la maîtrise complète du territoire que la mise en œuvre d'une bureaucratie différenciée des autres forces sociales, animée par des fonctionnaires*

³⁴ « L'Etat en Amérique latine », in Pouvoirs, *op. cit.*, pp. 23 et s.

³⁵ « Populismes et démocratie », in Hélène Rivière d'Arc (dir.), *L'Amérique du sud aux XIXe et XXe siècles. Héritages et territoires*, Paris, Armand Colin, 1993, pp. 35 et s.

³⁶ L'histoire de l'Amérique du sud se découpe en périodes successives :

- constitution des états-nation (1804-1825), suivie de chaos (guerres civiles, dictatures de caudillos, qui assurent l'unité nationale et une paix relative)

- installation de régimes constitutionnels (durée de la période : 50 ans environ), avec rotation à peu près régulière de gouvernements représentatifs d'une minorité de citoyens

³⁷ *Violence de la modernité en Amérique latine. Indianité, société et pouvoir*, *op. cit.*, pp. 21 et s.

³⁸ *L'Etat*, Paris, Seuil, 1970, rééd. 1992, coll. Essais, p. 37.

*recrutés de manière méritocratique à travers un système scolaire public, des écoles de formation des agents de l'Etat, une laïcité minimale renforçant la séparation de l'espace étatique et de l'espace religieux, un droit public protecteur des frontières de l'Etat, une conception forte de la citoyenneté rattachant directement les citoyens à l'Etat et limitant l'emprise des groupes et des communautés intermédiaires [...] L'Etat ainsi appréhendé ne se fait jour que dans certaines sociétés [...] ».*³⁹ Les sociétés africaines et latino-américaines ne semblent pas appartenir aux catégories définies par les auteurs. Elles sont au contraire marquées par le néo-patrimonialisme, caractérisé lui-même par « *l'appropriation privée des biens publics, l'exercice arbitraire du pouvoir, [la] confusion entre le rôle d'autorité et son titulaire* ». Corollaire du patrimonialisme, « *l'inachèvement de la construction étatique et nationale* » favorise la personnalisation de l'autorité.⁴⁰ Il faut bien souvent conclure à l'absence d'institutionnalisation du pouvoir, dont G. Timsit rappelait les éléments constitutifs⁴¹. L'apparition d'un appareil administratif au sens moderne du terme ne peut se réaliser que si deux conditions minimales sont remplies. D'une part, l'appareil administratif doit être tout entier dans la dépendance des détenteurs du pouvoir, et ne pas rester soumis à un groupe ou individu. D'autre part, il doit exister un statut de cet appareil administratif par rapport à la communauté : il doit pouvoir assurer sur elle le contrôle qu'il prétend exercer. Faute de cela, l'Amérique latine a constitué une zone plus que propice aux coups d'Etat, où la perpétuation du clientélisme et l'effacement de l'Etat ont favorisé le recours aux hommes forts, servis par un message aux accents populistes, de Vargas (Brésil) à Juan Perón (Argentine)⁴².

Le pouvoir s'établit donc d'abord à travers l'attachement à une personne, non à une institution. Or, comme l'écrit encore Burdeau, la construction de l'Etat et de la nation exige de la part de ceux qui l'entreprennent une puissance peu commune, dont la source est trouvée dans le prestige personnel et l'appui des fidèles, dans le pouvoir individualisé. Ce sera, au 19^{ème} siècle, le cas des caudillos, qui s'imposent notamment grâce à leur charisme personnel. Sous cet angle, la trop faible institutionnalisation du pouvoir a été compensée, dans la construction de l'Etat, par le prestige et la légitimité personnels des gouvernants ou prétendants, facilitant alors l'acceptation des pronunciamientos incarnés et réalisés par des personnalités marquantes. On ne parlera en effet de coup d'Etat *stricto sensu* qu'à partir du moment où l'Etat se développe. La corrélation entre construction de l'Etat et coup d'Etat a été en effet soulignée par Edward Luttwak⁴³ en 1968 : la logique du coup d'Etat s'inscrit dans le cadre de la formation et de la consolidation de la structure étatique (par exemple en Argentine à partir de 1930). Bien évidemment, avant cela, la faiblesse de l'Etat n'empêche évidemment pas les tentatives de prise du pouvoir (le coup d'Etat pouvant être vu comme un « coup de l'Etat » sur lui-même, sa faiblesse pourrait donc induire une difficulté pratique

³⁹ In *Dictionnaire de la science politique et des institutions politiques*, Paris, Armand Colin, coll. Cursus, 1996, p. 104.

⁴⁰ Ibidem, p. 215.

⁴¹ « L'administration », in M. Grawitz et J. Leca : « *Traité de science politique* », Paris, PUF, 1985, t. 2, p. 459. L'auteur reprend en partie les travaux de M. Weber, *Economie et société*, t. 1.

⁴² Alain Rouquié se livre à une analyse précise des causes des coups d'Etat militaires en Amérique latine. Il rejette tout déterminisme du coup d'Etat (il existe des armées non-interventionnistes en politique : Costa Rica, Mexique, Venezuela, Colombie), mais, bien qu'il veuille s'extraire de l'explication liée au sous-développement, il n'en accorde pas moins une place prépondérante au contexte économique, politique et social. Ainsi qu'il le relève, la spécificité des pays latino-américains est la préservation de la structure sociale traditionnelle à travers le processus d'industrialisation, ce qui produit une configuration sociale plus propice à l'éclosion du despotisme qu'à l'éclosion de systèmes libéraux et représentatifs, *op. cit.*, p. 45.

⁴³ *Le coup d'Etat (manuel pratique)*, Paris, Robert Laffont, 1969.

à se saisir du pouvoir). Logiquement, elle a même tendance à les encourager, puisque le but apparaît assez facile à conquérir⁴⁴, mais il ne s'agit pas tout à fait d'un coup d'Etat au sens classique du mot.

Cependant, même si le prestige supplée à l'institutionnalisation et au manque de base nationale, il ne peut se déployer et jouer un rôle que dans une société où existe déjà un ferment de conscience politique et de politisation.

En Amérique latine, l'inexistence des nations lors de l'indépendance a conduit à conférer à l'armée un grand rôle. Alain Rouquié observe qu'en Amérique latine, l'armée a souvent précédé l'Etat, et même la nation⁴⁵, ce que souligne aussi Charles Tilly quand il évoque la logique de l'importance qu'elles prirent rapidement en Amérique Latine⁴⁶. Ferment d'unification, elle a contribué à la centralisation du pouvoir (en mettant fin aux insoumissions régionales), et ses garnisons ont bien souvent constitué le seul représentant de l'Etat national sur le terrain, assurant alors divers services publics à la population (entretien des routes, soins médicaux, écoles...). Elles ont également joué le rôle de creuset entre les différentes composantes ethniques et sociales⁴⁷. L'importance de ces rôles, ajoutée à la faiblesse des autres organes (civils) de l'Etat fait que l'intervention de l'armée sur la scène politique semble le prolongement normal de ses attributions habituelles. Le recours de l'armée au coup d'Etat correspond à la consolidation des armées nationales, depuis le début du XXème siècle, mais cela se fait de façons différentes selon les états. Pierre Vayssièr⁴⁸ ajoute que, dans les états touchés par les coups d'Etat, l'attitude répressive des militaires fut inversement proportionnelle au degré d'ouverture sociale de chaque pays. Dans les sociétés de tradition démocratique ou en mutation sociale rapide, les armées seront plutôt conservatrices et gardiennes du statu quo (Brésil en 1964, Chili 1973, Uruguay 1976, Argentine 1976...). En revanche, dans les sociétés oligarchiques du Pérou, Panama, Equateur, Surinam, etc., on vit des états-majors plutôt réformistes ou radicaux (pays où l'armée jouait de longue date un rôle progressiste et modernisateur, mais aussi parce que, contre le marxisme, au Pérou, l'armée pense qu'il faut améliorer les conditions de vie.

Souvent, les armées latino-américaines sont donc rentrées alors en scène par la gauche, dans un but progressiste, qui aboutira au renforcement de l'Etat dont le rôle est appelé à augmenter. Il y a là

⁴⁴ Outre l'enracinement de la démocratie, qui rend incertain tout projet de coup d'Etat, la force de l'Etat est l'obstacle par excellence aux coups d'Etat. C'est ce qui explique l'absence de coups d'Etat dans les pays autoritaires. En Europe au XXème siècle, c'est lorsque l'Etat s'est affaibli, entre les deux guerres, que les tentatives de coups d'Etat ou de coups de force se sont multipliées : Russie (un coup d'Etat et deux tentatives en 1917), Allemagne (putsch Kapp/Luttwitz en 1920, Hitler/Ludendorff en 1923), Bulgarie (1923), Pologne (1926), Autriche (1933), in Etudes polémologiques, déjà cité, p. 71. De même, l'action de la propagande sera facilitée, puisqu'il est plus aisé de manœuvrer une population peu informée qu'une population bien informée, Guy Durandin, *Les mensonges en propagande et en publicité*, Paris, PUF, 1982, p. 38.

⁴⁵ *L'Etat militaire en Amérique latine*, op. cit., p. 66 et p. 141.

⁴⁶ Selon lui, alors que les états européens ont bâti leur organisation militaire en fonction et d'après leur contexte économique, politique, historique... spécifique, les états décolonisés, eux, ont acquis leur organisation militaire de l'extérieur. Les états extérieurs ont fourni des biens militaires et de l'expertise, en échange de biens de consommation et/ou d'alliances militaires. Cela forme alors des organisations puissantes, peu soumises à la contrainte étatique, et dominant les autres organisations du territoire (« dans la mesure où les Etats extérieurs garantissent leurs frontières, les dirigeants des organisations militaires exercent un pouvoir extraordinaire à l'intérieur de celles-ci »). Les énormes avantages conférés au pouvoir militaire l'incitent ensuite à s'emparer du pouvoir d'Etat tout entier. A l'inverse, malgré leurs guerres fréquentes, les vieux états européens n'ont jamais connu une grande disproportion entre l'organisation militaire et les autres formes d'organisation, « La guerre et la construction de l'Etat en tant que crime organisé », Politix, vol. 13, n° 49, 2000, pp. 117 et s.

⁴⁷ Alain Rouquié, *L'Etat militaire en Amérique latine*, op. cit., p. 126.

⁴⁸ *Les révolutions d'Amérique latine*, Paris, Seuil, 1991, nouvelle édition revue et augmentée, 2001, pp. 208 et s.

matière à faire naître au profit de l'armée un prestige de principe, collectif, qui, ensuite, aidera à l'accomplissement et la légitimation du coup d'Etat.

4. Cela conduit alors à approfondir la notion de prestige

Outre le prestige personnel, correspondant à une situation de pouvoir peu institutionnalisé et laissant de la marge à un prestige personnel, on peut donc, au regard de ce qui précède, distinguer aussi un prestige institutionnel (armée, Eglise) : il peut alors conférer du prestige aux membres de cette institution, du fait de leur appartenance à celle-ci. Leurs actes peuvent donc être couverts de prestige, indépendamment de leurs qualités personnelles. C'est déjà la marque d'une évolution par rapport aux temps du prestige héroïque dominant.

Au sein de l'institution, Pierre Vayssière note que les militaires sont souvent issus de familles de militaires (*habitus*) et vivent entre eux, développant alors une mentalité spécifique, coupée des civils et ne les comprenant pas. La tentation du *golpe* émergera alors quand l'Etat s'avère impuissant (face aux crises des années 50-60), notamment face à la menace communiste⁴⁹, ce que relève également Hubert Gourdon, qui fait le lien entre la professionnalisation de l'armée et son intrusion en politique via le coup d'Etat : « C'est, en effet, dans l'existence au sein des armées latino-américaines de cette vocation à exercer le pouvoir, formalisée dès les premiers lendemains du processus de leur professionnalisme, que réside l'élément marquant de cette culture politique militaire. De fait, il n'existe pas de système politique qui n'ait expérimenté de manière plus ou moins avérée, l'intrusion du soldat dans la vie politique »⁵⁰. Alain Rouquié complète cette analyse. L'armée en Amérique latine est l'instrument essentiel de l'ordre intérieur et de la paix sociale et a joué un rôle pionnier dans la modernisation de l'Etat. Les officiers, corps professionnalisé et permanent, reportent leur loyalisme sur l'institution militaire en croyant servir l'Etat et « l'usurpation militariste est au bout d'un tel comportement »⁵¹. Pour l'auteur, « plus les armées sont « étatisées », c'est-à-dire relativement autonomes par rapport aux forces sociales, plus elles apparaissent comme des organisations à « idéologie variable » »⁵². Les armées les plus militarisées font preuve d'inconséquence politique, et n'ont pas d'idéologie (sinon, fréquemment, l'anticommunisme). Dans le cas du Chili⁵³ (contre-exemple déjà cité *supra*), il y a peu de coups d'Etat alors pourtant que l'armée était dotée de prestige, acquis lors de la victoire dans la guerre du Pacifique (sur le Pérou et la Bolivie, 1879-1883). L'explication est que la prospérité nationale vint des provinces alors rattachées, au nord, exploitées par des entreprises britanniques : le pouvoir économique n'était donc pas cumulé par les détenteurs du pouvoir politique. Il y eut donc dissociation des deux pouvoirs, permettant l'autonomisation du pouvoir politique représentatif (fondé sur un suffrage censitaire) et l'émergence d'une vaste bureaucratie civile : l'armée ne joue donc pas le rôle modernisateur et mission de service à la population, comme ailleurs. L'Etat aura donc l'image d'un Etat neutre, au-dessus des classes sociales, et intervenant même au profit des ouvriers dans les conflits du travail.

De même, l'Uruguay est stable pendant 70 ans, et l'armée est proche du parti *colorado* (qui gouverne de 1865 à 1958 sans interruption) : elle ne s'estime donc pas au-dessus des partis et appelée à jouer un rôle d'arbitre entre eux. Le pays est riche et prospère jusqu'en 1955, et développe aussi un Etat social et une vaste bureaucratie moderne. C'est la dégradation du climat

⁴⁹ *Op. cit.*, p. 204.

⁵⁰ « Armées et coups d'état en Amérique latine », in Renée Fregosi (dir.), *Armées et pouvoirs en Amérique latine*, *op. cit.*

⁵¹ *L'Etat militaire en Amérique latine*, *op. cit.*, p. 133.

⁵² *Op. cit.*, p. 372.

⁵³ A. Rouquié, *op. cit.*, pp. 280 et s.

économique d'abord et politique ensuite, sur fond d'austérité et d'ajustements libéraux rompant le pacte social, que l'armée est chargée de réprimer les menées subversives (1971). A partir de là, elle prend une place grandissante, réprime férocement le Mouvement de Libération Nationale des Tupamaros et se plie de plus en plus difficilement aux ordres du pouvoir civil. Le coup d'Etat éclate en juin 1973 et institutionnalise le pouvoir de l'armée, laquelle dissout le Parlement mais maintient jusqu'en 1976 le président Bordaberry, qui se déclare en accord avec le coup d'Etat (là aussi un vernis légal subsiste)⁵⁴.

On notera à ce titre que depuis la démocratisation de la fin du 20^{ème} siècle, la nouvelle dimension prise par l'Etat se rapproche du modèle abstrait et impersonnel construit en Occident. En liaison avec cette évolution, la bureaucratisation et la professionnalisation des armées, en dépersonnalisant les rapports entre les militaires, et entre les militaires et les civils, rendent difficiles les incartades personnelles du type *pronunciamiento*⁵⁵.

Cette remarque nous amène enfin à revenir sur les liens du prestige et du coup d'Etat, puisque l'institutionnalisation du pouvoir (synonyme de dépersonnalisation) atténue l'effet du prestige personnel ou institutionnel au profit de l'armée. Or, celui-ci n'était-il pas le facteur principal de non-intervention des masses dans les coups d'Etat (et pas uniquement leur mise à l'écart légale et/ou sociale de la scène politique) ?

En effet, la non-participation des masses reste la condition sine qua non de définition du coup d'Etat, et l'un des rares critères à peu près avérés le distinguant de la révolution ou l'émeute. Dans une lecture adaptée de la théorie de l'avant-garde chère à Lénine, ne pourrait-on estimer que le prestige a pu constituer – ou constitue encore ? cf *infra* – l'élément démobilisateur des masses, les amenant à déléguer implicitement leur souveraineté à l'armée ou au héros qui tente de s'emparer du pouvoir ? Reconnaître du prestige à un acteur politique (individu ou corps) serait lui conférer des qualités qui légitiment l'acte commis. Illustrant cette réflexion, Alain Rouquié rappelle la méfiance des militaires envers toute action populaire : « la culture de non-participation domine la société militaire, dont le système normatif est fondé sur la prescription et le commandement »⁵⁶. Le prestige serait alors constitutif d'une forme originale de paternalisme, visant à prendre les masses en charge afin qu'elles ne tentent pas elles-mêmes de faire intrusion sur la scène politique et s'emparer du pouvoir⁵⁷.

Cette passivité populaire est gage aussi de la limitation de violence : si le prestige agit comme un démobilisateur, alors l'inertie populaire engendrera une faible violence. C'est ce qu'évoque Martine Couderc selon qui « *la violence politique, par laquelle le coup d'Etat force les institutions, ne s'accompagne pas nécessairement de violences à l'encontre des individus. Il faut distinguer, en outre, entre violence à l'égard du chef de l'exécutif renversé, et violence plus globale de l'événement.* » Surtout, « *le coup d'Etat est sanglant lorsqu'il y a une participation populaire*

⁵⁴ A. Rouquié, *op. cit.*, pp. 289 et s.

⁵⁵ A. Rouquié, *L'Etat militaire en Amérique latine, op. cit.*, p. 194.

⁵⁶ *Op. cit.*, p. 406.

⁵⁷ Au sujet du Chili, Alain Rouquié note que les régimes arrivés au pouvoir après un coup d'Etat n'ont pas de base de masse et ne cherchent pas à en avoir (ce sont des régimes sans parti unique ni appareil mobilisateur), ne mobilisent pas les citoyens et les dépolitisent, n'endoctrinent pas les travailleurs mais les incitent au retour au privé, *L'Etat militaire en Amérique latine, op. cit.*, p. 329.

[...] »⁵⁸. La résistance populaire au coup d'Etat est donc un révélateur du manque de prestige des conjurés ou, à l'inverse, du prestige des gouvernants qu'on tente ainsi de renverser. Or, le sang qui coule est un évident facteur de perte de prestige pour l'auteur d'un coup d'Etat (à l'intérieur ou à l'extérieur du pays), ce qui peut rejaillir alors sur la légitimité de l'acte lui-même, ainsi que du régime qui en est issu (Chili, Argentine...). La célèbre « tunique de Nessus » évoquée par l'Impératrice Eugénie au sujet du 2 Décembre, en est une illustration. Cela nous amène donc à nous pencher maintenant sur quelques idéaux-types de relations entre prestige et coup d'Etat.

II. Le prestige favorisant le coup d'Etat (contre des gouvernements sans prestige)

Nous examinerons ici comment la détention d'un prestige entendu comme un capital peut aider à l'accomplissement d'un coup d'Etat, sous différents angles ou étapes du processus de subversion du pouvoir en place.

*** Un prestige qui amène au coup d'Etat (début du processus)**

Selon Olivier Dabène⁵⁹, à la fin du XIX^{ème} siècle, et au début du XX^{ème}, l'influence du positivisme d'A. Comte sur des groupes économiquement dominants, et qui exercèrent le pouvoir en remplaçant ou intégrant les caudillos, fait accéder au pouvoir des technocrates, alors que des écoles se créent (Mexique, Argentine, Chili, Brésil). L'Etat se voit confier un rôle majeur dans la modernisation des sociétés. Or, les positivistes sont attirés par les régimes autoritaires (tel celui de Porfirio Diaz au Mexique), dans un idéal du despote éclairé, du « tyran honnête » ou du « dictateur libéral ». Cela put, au nom de la modernisation et l'efficacité, faire admettre le coup d'Etat (prestige d'un modèle étranger).

*** A contrario, le coup d'Etat rendu possible par la perte ou l'absence de prestige des gouvernants**

L'absence ou la perte de prestige du régime ou de son chef facilite le coup d'Etat car cela laisse penser que le peuple ne bougera pas, mais ne peut l'expliquer à elle seule. Un régime sans prestige peut survivre, s'il est efficace (économie et social, voire sécurité publique) ou, au minimum, inoffensif pour les citoyens. Cette situation de routine, peut correspondre à une banalisation du charisme, comme l'avait vu Max Weber.

En revanche, s'il perd à la fois son prestige et son efficacité, alors un régime n'a plus guère de base. Alain Rouquié le résume au sujet des régimes militaires, qui « ne sont réellement légitimés que par leur avenir. Si les gouvernements élus possèdent une légitimité d'origine, les gouvernements de fait n'ont qu'une légitimité d'exercice, presque de performance pourrait-on dire »⁶⁰. Il en va à peu près de même des régimes civils élus (surtout par un corps électoral restreint). Lorsque la crise des années 30 frappe durement les pays d'Amérique latine, qui avaient beaucoup emprunté, ils ne peuvent plus honorer leur dette. S'ensuit une vague de déstabilisation politique et de coups d'Etat. On ne citera quelques exemples :

- en Argentine, le 6 septembre 1930, des jeunes officiers commandés par le général Uriburu déposent le président Hipolito Irigoyen (radical, élu depuis peu) qui était populaire auprès des

⁵⁸ Quelques exemples : 30.000 morts au Chili après le coup d'Etat de 1973, plus de 8.000 disparus en Argentine, 600 victimes lors de la révolution bolivienne de 1952, etc. : « Les coups d'Etat en Amérique latine », Etudes polémologiques, déjà citée, p. 232.

⁵⁹ *L'Amérique latine au XX^{ème} siècle*, Paris, Armand Colin, coll. Cursus, 1999, pp. 20-21.

⁶⁰ *Op. cit.*, p. 421.

classes moyennes, pensait-on. Les manifestations de rue « plutôt enthousiastes »⁶¹ semblent démontrer le contraire.

- en Bolivie en 1952, le Mouvement Nationaliste Révolutionnaire (MNR), dirigé par Hernán Siles Zuazo, avec l'appui des *carabineros*, évince la junte militaire, et gagne parce que la population vient en aide au coup d'Etat (indicateur de l'absence de prestige des gouvernants renversés, même si on sort du cadre classique du coup d'Etat)⁶². C'est aussi le cas d'Isabel Perón en mars 1976, déposée par un coup d'Etat militaire, et prouvant que, si le prestige n'est pas transmissible par l'hérédité – ce qu'on savait – il ne l'est pas non plus forcément par le mariage.

- en Equateur, en 1975, les difficultés économiques et financières connues par le régime du général Rodriguez Lara (qui avait lui-même renversé le président Velasco Ibarra en février 1972), et la déception envers la politique menée (le coup de 1972 annonçait une politique réformiste basée sur la redistribution des bénéfices pétroliers, mais ce ne fut pas le cas...) amènent un coup d'Etat le 11 janvier 1976 (Rodriguez Lara est destitué par les 3 chefs d'armée, qui annoncent rendre le pouvoir aux civils).

- enfin, en Bolivie en 1978, le général Pereda, candidat officiel du général Banzer (poussé par l'armée à organiser des élections présidentielles sans pouvoir se présenter lui-même) est mal élu le 9 juillet 1978, à la suite d'une élection contestée pour ses irrégularités. Le « vainqueur » dont le manque de prestige a éclaté via son score moyen, fait un coup d'Etat le 21/7 pour asseoir sa victoire contestée. Il écarte le candidat de la gauche modérée Siles Suazo... Mais sera renversé par le général Padilla en novembre 1978 (pas de prestige acquis depuis son coup de juillet).

- plus récemment, en Equateur en 2005, une protestation populaire massive amène le départ du président Gutierrez. L'armée a refusé d'intervenir, et au vu de cela, le Congrès a destitué le Président (après avoir écarté son propre président). Ici, le manque de prestige a amené à un coup d'Etat parlementaire sur fond de révolution.

- enfin, un exemple a contrario peut encore être apporté. En 1992, Hugo Chavez tenta de prendre le pouvoir par putsch (échec) mais fut élu ensuite, avec un discours populiste inspiré de celui de Fujimori au Pérou : lutte anti-corruption, restauration de l'autorité de l'Etat, lutte contre la pauvreté, lutte anti-partis (césarisme). Qu'il ait été élu alors que son coup d'Etat avait échoué démontre :

Que la population ne tient pas rancune de la violation de la légalité

Que l'époque n'est plus au coup d'Etat dans ce pays

Ce paradoxe apparent illustre en fait que la démocratie est implantée mais uniquement si elle se montre efficace : face à un gouvernement jugé impuissant, la population ne répugne pas à élire un ancien putschiste.

*** Le prestige en appui du coup d'Etat (suite du processus)**

Il s'agit ici de la situation inverse de la précédente, mais logiquement reliée à elle. Ici, en l'absence de prestige des autorités gouvernantes, un homme, ou une institution (les deux pouvant se conjuguer) vont voir légitimer le coup d'Etat par leur prestige. C'est ce que nous avons entrevu à travers le rôle de services rendu par l'armée et susceptible de lui octroyer du prestige, ensuite utilisable – reportable, pourrait-on dire – sur un coup d'Etat. L'armée joue donc un rôle modernisateur, qui contribue au prestige : elle peut donc voir alors le coup d'Etat comme une continuité de son implication dans la modernisation, en achevant de lui conférer le pouvoir dans l'Etat (Bolivie, par exemple).

*** Après le coup : y a-t-il un prestige donné par le coup d'Etat ?**

⁶¹ Pierre Vayssière, *op. cit.*, p. 115.

⁶² Le MNR dirigé par une équipe d'officiers réformistes menés par le lieutenant Villaroel s'était emparé du pouvoir en 1943, avant d'en être délogé par coup d'Etat en 1946. Un autre coup d'Etat (du général Barrientos) l'éloignera du pouvoir en 1964.

On distinguera ici deux aspects :

1. Le coup d'Etat en lui-même ayant pour effet et/ou objet de conférer du prestige, ou le restaurer. Cette catégorie est assez peu fournie. En guise d'illustration, nous pouvons citer l'exemple de la Bolivie en 1969 où, selon Alain Rouquié, le coup d'Etat vise aussi à restaurer le prestige de l'armée, parvenue au comble de l'impopularité, et acculée à faire des réformes pour éviter un soulèvement populaire (après la présidence du général Barrientos, mort accidentellement)⁶³. On peut également ranger dans cette catégorie la tentative de prise du pouvoir au Venezuela par Hugo Chavez en 1992. Cela le fait accéder à la notoriété, et à un indéniable prestige auprès des classes populaires ou moyennes. Le but visé était l'accès au pouvoir, et il ne faut pas être atteint, mais le golpiste obtint cependant du prestige, qui s'avèrerait plus tard fort utile.

Ici, le prestige de l'acte entraîne le prestige de l'acteur (du fait aussi de son charisme personnel : le coup joue plus comme révélateur du prestige déjà présent chez l'individu à l'état de germe – contenu dans le charisme – que comme créateur complet du prestige).

2. Le coup d'Etat permet d'accéder à une position qui, en théorie du moins, confère du prestige. Ainsi en est-il des plus hauts grades militaires (le coup d'Etat étant alors un accélérateur de carrière, dans un mécanisme de promotion interne), mais aussi de l'accès à des fonctions étatiques civiles (ministères), des directions d'entreprises nationales, etc.

En réalité, le coup d'Etat confère peu de prestige par lui-même, tant il est péjorativement connoté. C'est pourquoi la légitimité d'un régime issu d'un coup d'Etat doit être fondée sur un autre moyen. On verra donc certains auteurs de coups d'Etat se faire ensuite élire à la présidence de la République, dans une élection de « régularisation ». C'est le cas en Bolivie de Tomas Monje Gutierrez (1946) et René Barrientos (1966, soit deux ans après le coup d'Etat), en Haïti de Dumarsais Estimé (1946), en Equateur de Carlos Julio Arosemena (1947). 1950 voit la régularisation du général Odria (Pérou) et d'Oscar Osorio au Salvador. Le colonel Castillo Armas y a recours au Guatemala en 1954, et le général Policarpo Paz Garcia au Honduras en 1980. En outre, quelques détenteurs d'un pouvoir personnel ont souvent eu recours au plébiscite, tels Somoza, Batista, Stroessner, Duvalier ou Velasco Ibarra⁶⁴, dans cette même logique de quête de légitimité.

*** Existe-t-il un prestige du coup d'Etat en lui-même ?**

Face à un gouvernement décrédibilisé et impopulaire, ayant amené une situation difficile, le coup peut être recouvert de prestige, en ce qu'il est l'acte qui met fin à ce gouvernement. Mais il est alors prestigieux comme aurait été prestigieux tout autre type d'acte y mettant fin (telle une élection libre démocratique ou le meurtre des gouvernants ou leur chef). De ce fait, l'acte peut être prestigieux – et porteur de prestige - indépendamment de son/ses auteur(s).

C'est le cas du coup d'Etat modernisateur, lorsqu'il est tourné contre l'oligarchie confisquant le pouvoir. Il faut distinguer ici deux niveaux :

1. l'accomplissement de l'acte, prestigieux s'il renverse une caste au pouvoir (la modernisation est marquée dès le coup lui-même). On retrouve cela dans l'analyse de Samuel Huntington⁶⁵ qui établit qu'avec la modernisation, la composition sociale interne du pays change. De nouvelles couches moyennes apparaissent, techniciens, employés, enseignants, notamment, qui s'ajoutent aux commerçants et aux artisans. L'armée recrute ses officiers dans cet ensemble tandis qu'elle devient plus professionnelle et plus bureaucratisée. Alliés aux civils des couches auxquelles ils appartiennent, des officiers déclenchent alors des coups d'Etat pour éliminer l'oligarchie. On passe

⁶³ *Op. cit.*, p. 393.

⁶⁴ M. Couderc, art. cité, in *Etudes polémologiques*, p. 234.

⁶⁵ *El orden político en las sociedades en cambio*, Buenos Aires, Paidós, 1972, p. 183.

ainsi des coups oligarchiques aux coups réformistes de classe moyenne. C'est également l'idée de José Nun⁶⁶ selon laquelle, à un moment donné de l'histoire latino-américaine, l'instabilité politique se comprend comme l'affrontement entre les oligarchies et les classes moyennes ascendantes dont les officiers représentent l'aile marchante ou le fer de lance, ce qui s'applique assez bien à l'analyse de certains coups d'Etat boliviens de la fin de la guerre du Chaco à la révolution de 1952 (Toro, Busch, Villaroel, guerre civile de 1949, 9 avril 1952). En Bolivie, des grèves sont durement réprimées en 1942, entraînant en réaction un coup d'Etat en décembre 1943, mené par de jeunes officiers réformistes, soutenu par le Mouvement Nationaliste Révolutionnaire (de sympathies fascistes et racistes). Au Venezuela, le 18/10/1945, un coup d'Etat démet le président Medina Angarita, et instaure la démocratie, avec l'aide de l'armée... Ensuite, après la vague de coups d'Etat anti-communistes (consécutifs aux actes de Castro après 1961), de 1968 à 1972, les coups d'Etat militaires qui se produisent alors (Pérou, Panama, Equateur) ne sont plus destinés à conjurer le danger castriste (Cuba ne fait plus peur et se concentre sur ses problèmes intérieurs), mais sont plutôt des coups d'Etat réformistes visant à faire évoluer la société. En 1989, c'est par un coup d'Etat que le Paraguay connaît la transition vers la démocratie.

Cette oligarchie à chasser peut d'ailleurs être militaire : lorsque certains militaires s'installent au pouvoir et s'y montrent conservateurs, des officiers plus libéraux ou favorables aux changements peuvent essayer de les en déloger. Les exemples sont nombreux : Pérou 3/10/1968 (général Velasco Alvarado) ou Bolivie (général Ovando, 16/9/1969 ; puis général Torres), voire Panama à partir d'octobre 1968 (coup de la Garde nationale et son chef Omar Torrijos), Equateur février 1972, Honduras 9/12/1972, Bolivie, 1974 (tentative contre Banzer : *generacionales*, mais aussi Padilla en 1978, ou Vildoso obligé de remettre le pouvoir aux civils en 1982) ou encore Salvador (15/10/1979)⁶⁷. S'ils le font au nom de la démocratie (contre un gouvernement refusant de rendre le pouvoir aux civils ou convoquer des élections libres), on voit alors le prestige de la démocratie appuyant le coup d'Etat, contre les auteurs d'un précédent coup d'Etat (révélateur du processus chronologique d'acquisition ou perte du prestige dans une suite de coups d'Etat).

2. la politique suivie après le coup, qui sera plus révélatrice de la réalité de la modernisation sur le long terme. En effet, si du prestige est acquis après le coup d'Etat, par ses auteurs, c'est bien plus souvent un prestige apporté par la politique suivie après le coup d'Etat, et non par l'acte qui l'a simplement permise. Comme l'écrit Alain Rouquié au sujet du Pérou en 1968, « le renforcement de l'Etat par la résolution d'un vieux conflit [la cession par le gouvernement civil précédent, des droits du Pérou sur des gisements de pétrole, à l'International Petroleum Company] légitime l'action militaire aux yeux de l'opinion »⁶⁸. On peut également citer le fait que, après le golpe, certains militaires (r)établissent un régime démocratique (ou s'en approchent) : Velasco Alvarado (sans aller au terme du processus), son successeur Jacomo Arbenz, Getulio Vargas et Joao Goulard, Omar Torrijos, Perón...

On notera enfin qu'une politique modernisatrice appréciée de la population pourra conférer *a posteriori* du prestige au coup d'Etat, qui en était peut-être dépourvu à l'époque.

III. Le prestige, rempart au coup d'Etat

⁶⁶ "El golpe militar de clase media", in : Claudio Véliz, *El conformismo en América latina*, Santiago de Chile, Universitaria, 1970.

⁶⁷ A. Rouquié, *op. cit.*, p. 379. Les militaires putschistes se réclament parfois du socialisme, font des nationalisations (sans indemnités, comme au Pérou en 1968), une réforme agraire (Pérou), évoquent une révolution humaniste... et mènent souvent une politique anti-américaine, loin de l'image de « marionnette » des Etats-Unis.

⁶⁸ *Op. cit.*, p. 382.

Dans les paragraphes suivants, on verra comment le prestige peut s'opposer au coup d'Etat.

*** Le prestige contre le coup d'Etat**

Dans cette optique, le prestige est ici le facteur dissuadant de recourir au coup d'Etat (contre le titulaire de ce prestige, homme ou institution), ou incitant alors à lui résister s'il est néanmoins tenté. On distinguera donc 2 moments possibles :

- en amont, le prestige en arme de dissuasion contre un potentiel coup d'Etat

On citera ici en exemple le retour de Perón en 1973, pour éviter *l'argentinazo*, ce « coup des Argentins », que la montée de la violence révolutionnaire faisait craindre aux militaires désunis⁶⁹. Cela montre que le prestige (légitimité charismatique) est utilisé comme ressource dans un contexte où les ressources institutionnelles ne suffisent plus (légitimité rationnelle-légale, si on peut ici parler de légalité pour le régime militaire né d'un coup d'Etat en 1955.... Ou il faut estimer que cette ressource lui faisait défaut dès le début : cette absence peut être compensée par l'efficacité du régime, mais si ce n'est pas le cas, on retrouve alors une logique d'appel au sauveur).

C'est aussi le cas de l'Equateur, lorsque l'armée écarte l'idée d'un coup d'Etat, afin de conserver son prestige : « l'absence de consolidation n'implique pas pour autant le retour à l'autoritarisme. Tant le contexte international que l'intérêt réel des militaires s'y opposent. Ainsi l'armée équatorienne a eu, au cours des crises des dernières années, la possibilité de se saisir d'un pouvoir vacant. Elle y a renoncé, préférant garder le prestige de grande institution nationale de recours plutôt que de courir les risques d'un exercice du pouvoir en temps de crise » note Jean-Michel Blanquer⁷⁰. De même, au Honduras, dans les années 90, l'implication populaire dans le processus démocratique (jusqu'à là assez élitiste) s'accompagne d'un rejet plus fort de l'institution militaire⁷¹, ce qui peut alors amener l'armée à se tenir à l'écart des projets de coups d'Etat pour ne pas aggraver sa situation. Enfin, au Salvador, le prestige du président Duarte a pu aussi empêcher les coups d'Etat.

Ces exemples sont ceux d'une intériorisation du prestige, capital à ne pas sacrifier dans l'aventure d'un *golpe* resté virtuel. Cependant, il est également des exemples du prestige de dirigeants, ayant fait échouer l'acte entrepris.

- en aval, le prestige peut être une arme contre un coup d'Etat déclenché car, si la résistance populaire est un révélateur du manque de prestige des conjurés (*supra*), un dirigeant renversé peut conserver voire accroître son prestige (y compris à l'extérieur) en résistant au coup d'Etat. Selon Gonzalo Arroyo, une des originalités du coup d'Etat du général Pinochet a été la résistance et la mort du président Allende : cette résistance du président légal a rendu moralement illégitimes le putsch et la junte⁷².

Moins dramatiquement, c'est aussi Hugo Chavez en 2002, opérant un retour magistral après 2 jours de mise à l'écart du pouvoir par ses adversaires. Plus anciennement, la Bolivie du 4 septembre 1970 en fournit aussi une illustration⁷³. Un coup d'Etat de l'aile conservatrice de l'armée renverse le général Ovando (réformiste), mais un contre-coup d'Etat appuyé sur des civils (étudiants, mineurs, etc.) du général Torres (dépourvu de soutien militaire) a lieu le 8 septembre, et mène une politique sociale avant d'être renversé par le conservateur colonel Banzer en août 1971.

*** Le coup d'Etat contre le prestige**

⁶⁹ A. Rouquié, *op. cit.*, p. 335

⁷⁰ *Art. cit.*, p. 42.

⁷¹ Catherine Le Manach, *La crise politique hondurienne, ou la communauté internationale face à ses contradictions.*

Analyse d'une levée de boucliers contre une atteinte au credo démocratique en Amérique Latine, mémoire de recherche, sous la direction de Jérôme Viguier, IEP de Toulouse, 2010, p. 27.

⁷² *Op. cit.*, pp. 54-55.

⁷³ A. Rouquié, *op. cit.*, p. 394.

Le principe est ici de priver les gouvernants (ou ceux aspirant à l'être) de prestige, afin de faire accepter le coup d'Etat. Cela peut être relié au coup d'Etat sans prestige (de ceux qui l'accomplissent, le tentent), s'il est tourné vers des gouvernants avec prestige. Le coup d'Etat tourné contre des personnages prestigieux peut concerner des personnalités intérieures ou extérieures (voir *supra* les coups d'Etat préventifs contre la propagation du communisme, après la révolution cubaine et le prestige de Fidel Castro ou de Che Guevara).

Dans l'arsenal des outils utilisables pour faire perdre ou baisser le prestige des gouvernants, il est possible de monter des accusations de complot (souvent des préparatifs de coups d'Etat, acte peu prestigieux) contre des opposants prestigieux, pour les discréditer, intimider ou les arrêter. Dans les exemples de coup d'Etat contre un chef d'Etat prestigieux mais dont la politique déplaît (à l'armée, le plus souvent), le Honduras présente l'exemple du président Zelaya (28 juin 2009), et sa politique sociale (contraire à ce qu'il avait annoncé durant sa campagne), le limogeage du chef d'état-major de l'armée, et sa volonté de révision constitutionnelle afin de pouvoir briguer un nouveau mandat (par référendum, alors que la constitution interdisait une consultation sur ce sujet). Les putschistes argueront d'un « coup d'Etat » préparé par le président (volonté de modifier la constitution).

IV. Situations intermédiaires

Quelques derniers cas se situent à mi-chemin des deux grandes catégories examinées *supra*. Ils sont ici regroupés.

*** Le coup d'Etat sans prestige**

Il s'agit ici d'une situation où le régime attaqué (ce qui inclut ses dirigeants) n'est guère plus prestigieux que ceux qui lui donnent l'assaut. Quelques exemples illustrent la diversité de situations que cela peut révéler :

1. l'apathie populaire : lors du renversement de l'Empire brésilien en 1889 par le chef d'état-major de l'armée, le chargé d'affaires français, Camille Blondel, présent à Rio, est frappé du calme du peuple à cette annonce ; alors que le nouveau ministre de l'Intérieur, Aristides Lobo, dépité, constate aussi la passivité du peuple (pas d'enthousiasme), venu voir la chute de la monarchie comme il aurait assisté à une parade militaire : « le peuple assistait à cela *bestializado*, sans voix, surpris, sans savoir ce que cela signifiait »⁷⁴.... Sinon, à nos yeux, une absence de prestige du coup (ou ses auteurs) comme du régime déchu.

2. le changement de plan et l'appel à une mobilisation populaire exclue de par la nature du coup d'Etat. Ainsi, en Argentine, en 1930, un coup d'Etat prévu pour être purement militaire doit être réorienté vers un mouvement révolutionnaire incluant des civils, et ce du fait de la passivité légaliste de la majorité de l'armée. Maria Gonzalez Alemàn le retrace⁷⁵ : « A la veille du 6 septembre, Uriburu et ses collaborateurs doivent se rendre à l'évidence : aucune unité de la capitale ou de ses environs n'est fermement engagée dans la conspiration. Un coup d'Etat strictement militaire n'est donc pas possible. Afin de sauver « sa » révolution, Uriburu se voit rapidement obligé de se plier aux exigences du secteur légaliste de l'armée. Cela signifie en conséquence qu'il doit orienter son manifeste dans un sens plus démocratique et faire participer les partis de

⁷⁴ Aristides Lobo, lettre adressée le 18/11/1889 au *Diario popular*, cité par Armelle Enders, « Le Brésil de Dom Pedro II à 1930 : à la recherche d'une histoire politique », in Jean-Frédéric Schaub (dir.), *Recherche sur l'histoire de l'Etat dans le monde ibérique*, Paris, Presses de l'école normale supérieure, collection « Coup d'essai », 1993, p. 231.

⁷⁵ « Le 6 septembre 1930 en Argentine : un Coup d'Etat investi de révolutions », *Nuevo Mundo Mundos Nuevos* [En ligne], Colloques, mis en ligne le 18 mai 2007, consulté le 12 juin 2015. URL : <http://nuevomundo.revues.org/5385> ; DOI : 10.4000/nuevomundo.5385.

l'opposition au soulèvement. Finalement, comme en 1890, ce sont les civils qui devront se présenter en groupe dans les garnisons afin de convaincre les officiers de se joindre au mouvement.

Le jour J, très peu d'officiers acceptent d'ailleurs de participer au soulèvement. Seuls 600 cadets et officiers du collège militaire et un détachement de l'École de transmission se dirigent vers la *Casa Rosada*, sous les acclamations du public. Quant à l'événement en lui-même, il n'est pas non plus vécu comme un coup d'Etat militaire. Selon *La Nacion* du 7 septembre 1930, le soulèvement de la veille s'est apparenté à un « mouvement populaire, une véritable apothéose civique » ; pour *Crítica*, « Hommes, femmes, enfants de toutes les classes », bref, le peuple argentin dans sa diversité, mais unanime, est descendu dans la rue, accompagné de l'Armée. Pour *La Prensa*, il s'est agi d'un « mouvement civique de grandes proportions avec la participation du peuple et de respectables et enthousiastes masses populaires ».

Ce qui nous importe ici, c'est qu'un « général qui aspire au pouvoir en 1930, doit encore compter sur un soutien civil important, ancrer solidement son action dans les formes politiques traditionnelles et la légitimer par un recours à la souveraineté du peuple. Le rassemblement du 7 septembre 1930 en est d'ailleurs une claire expression. Ne pouvant se présenter devant le Congrès pour prendre ses fonctions, le nouveau gouvernement se présente publiquement devant le peuple de Buenos Aires depuis les balcons de la Casa Rosada. Cette mise en scène est la preuve de cette nécessité d'être désigné ou consacré par le peuple, ne serait-ce que par des voies alternatives au vote ».

Le prestige ne suffit pas à entraîner l'armée, et il faut la participation populaire pour qu'une apparence de démocratie entoure l'acte.

*** Le coup d'Etat à prestige partagé**

Le prestige n'est évidemment pas une ressource qui soit forcément monopolisée : il peut être partagé par les gouvernants comme par les comploteurs, chacun dans leur sphère. Ainsi, au Chili en 1973, au prestige d'Allende chez les classes modestes (voire moyennes) s'oppose celui des chefs militaires dans l'armée, et notamment de Pinochet (après la mort du prestigieux et légaliste général Schneider, assassiné en 1970 pour s'être opposé à un projet de coup d'Etat des généraux Viaux et Valenzuela : sous cet angle sa mort est vue comme une captation monopoliste du prestige au sein de l'armée). Des militaires tenteront de s'opposer au coup d'Etat, preuve que le prestige de Pinochet et des putschistes n'était pas total⁷⁶.

*** Le coup d'Etat pour maintenir le prestige**

Cette situation est souvent le fait de militaires cherchant à préserver leurs intérêts (corporatistes) et ressources⁷⁷, et au sein de celles-ci leur statut, lequel comporte parfois le prestige autant qu'il occasionne, nourrit, perpétue celui-ci. C'est le pendant du refus du coup d'Etat afin de ne pas entacher le prestige, vu *supra*, dans la même logique mais par le moyen inverse. Il s'agit donc d'éviter de perdre le prestige attaché au rôle de l'armée, ainsi que de contrer les menaces contre l'honneur ou la dignité du corps militaire (éléments de prestige institutionnel). Cela peut constituer une nouvelle déclinaison du coup d'Etat préventif (inauguré après 1961 contre la propagation supposée du communisme, *supra*), en ce sens que ce coup d'Etat serait fait pour éviter des mesures jugées néfastes par les militaires. Le coup d'Etat est donc aussi fait pour rassurer les acteurs, en maintenant et garantissant leur situation, voire leurs privilèges. Un exemple peut être trouvé au Guatemala le 23 mars 1982, avec le coup d'Etat (le lendemain des élections présidentielles) qui porte au pouvoir le général Rios Montt, décidé à protéger le statut de l'armée (prestige institutionnel), mais aussi à rompre l'isolement international du pays, englué dans une forte violence politique. Evidemment, le moyen est risqué, car le remède peut être pire que le mal.

⁷⁶ A. Rouquié, *op. cit.*, p. 317.

⁷⁷ William R. Thompson, *The grievances of military coup makers*, Beverly Hills, Sage Professional papers, 1973.

Conclusion

Nous l'avons déjà évoqué, l'époque actuelle est à la délégitimation du coup d'Etat. Cela ne signifie évidemment pas qu'il devient impossible, mais « simplement » que sa présentation aux yeux des peuples et du monde devient plus difficile. En effet, depuis les années 90 et l'achèvement de la vague de démocratisation, les coups d'Etat sont devenus nettement plus rares, mais non inexistantes. On en voudra pour preuve que 8 présidents sont renversés entre 2000 et 2005 (Pérou et Equateur en 2000, Argentine en 2001, Venezuela en 2002 – pour peu de temps – Bolivie en 2003, Haïti en 2004, Equateur et Bolivie en 2005). A l'inverse, la crise argentine n'a pas amené de coup d'Etat, non plus que l'élection d'Evo Morales dans un pays autrefois réputé pour la fréquence de ses coups d'Etat. Depuis que la démocratie est considérée comme le meilleur régime politique, et que les élections pluralistes et libres sont la voie normale et légitimante d'accès au pouvoir, le coup d'Etat devient d'usage délicat. De plus, l'Organisation des Etats Américains a adopté un mécanisme, dit « clause démocratique » de traitement collectif des difficultés dans les pays membres, et bâti pour permettre la mise au ban des nations américaines d'un régime politique qui n'aurait pas respecté les voies démocratiques d'accès au pouvoir.

Pour autant, le coup d'Etat n'a pas disparu dans l'Amérique latine du XXIème siècle, mais présente désormais 3 visages :

1. les coups d'Etat « classiques »

On constate en effet que, plus ou moins, le coup d'Etat de papa n'a pas totalement disparu. On en dressera une liste non exhaustive ci-dessous :

- tentatives au Venezuela en 1992 : 3 février (le « Caracazo » de Chavez) et 27/11/1992 (partisans de Chavez) ;
- tentatives de putsch au Paraguay en 1996 et mai 1999 (un groupe de militaires se soulève contre le gouvernement du président Luis Gonzalez Macchi)
- coup d'Etat parlementaire en Equateur, contre le président Bucaram, en 1997 : devant les rumeurs de dissolution par le Président, l'assemblée unique prend les devants et le destitue le 6 février pour « incapacité mentale ». Précisons que le président avait tourné le dos à son électorat populaire en adoptant des mesures d'austérité, entraînant une forte impopularité et des manifestations contre lui (ce qui a pesé dans les motifs du Parlement) ;
- tentative de coup d'État en Équateur le 30 septembre 2010, contre le président Correa, à Quito, par un mouvement de policiers... comme Velasco Alvarado l'avait connu avant lui au Pérou en 1975 (tentative en février), avant d'être destitué par l'armée en août de la même année. Rafael Correa est sauvé par l'intervention de l'armée, qui s'oppose à la police.

2. l'émergence d'une nouvelle catégorie supposée, baptisée *autogolpe*

Cette innovation serait due au chef d'Etat péruvien, Alberto Fujimori qui, en 1992, aurait perpétré un coup d'Etat contre lui-même, imité en 1993 au Guatemala. Le président Fujimori avait obtenu du Parlement le droit de légiférer par décret, dans le domaine de la pacification du pays (lutte contre le Sentier lumineux). Sur cette base, il prend une centaine de décrets, dont seuls 35 concernent ce sujet. Le Congrès les annule le 7 février 1992. Un *golpe* survient alors, avec suspension des garanties constitutionnelles, dissolution de la Chambre des députés et du Sénat et réorganisation du pouvoir judiciaire. Sur le terrain du prestige, plus de 75% des Péruviens déclarèrent soutenir cet *autogolpe*⁷⁸, avant que, lors de l'élection d'une assemblée constituante le 22 novembre 1992, les

⁷⁸ O. Dabène, *L'Amérique latine au XXème siècle*, op. cit., p. 182.

partisans du président n'emportent 44 des 80 sièges. Finalement, le 31 octobre 1993, un référendum approuve la révision de la Constitution (autorisant notamment la réélection du président, réélu en 1995). Hubert Gourdon évoque la « complicité et appui de l'armée qui en aurait assuré le cas échéant la partie répressive, dissolution du Congrès par le président en exercice avec, comme troisième ingrédient, l'accord de l'ensemble de la population, très réceptive à la thématique antiparlementariste du message présidentiel »⁷⁹ pour expliquer le coup d'Etat.

Au Guatemala, inspiré par cet exemple, l'autogolpe survient le 25 mai 1993, quand le président Jorge Serrano invoqua un chantage des mafias de la drogue pour justifier son acte. Là, en revanche, c'est un échec : il est destitué par l'armée le 2 juin 1993. Cependant, son successeur prononça la dissolution du Parlement et fit des réformes constitutionnelles pour restaurer la confiance.

La notion d'autogolpe semble relever d'une incohérence de langage. En effet, il ne s'agit pas d'un coup d'Etat contre soi-même (ineptie) mais d'un coup fait par un pouvoir contre un autre pouvoir (exécutif contre législatif ou armée, etc.). Cela n'a rien de nouveau : c'est ce que la France connut sous le Directoire, quand celui-ci frappa par 2 fois les Conseils à l'issue des élections annuelles, avant que ces mêmes conseils ne le frappent lors du 3^{ème} coup d'Etat, le dernier avant que Bonaparte ne les mette d'accord. Cette idée d'autogolpe ne peut se justifier ni par le fait que l'Etat se frapperait lui-même (c'est le principe de la définition du coup d'Etat, ne serait-ce que par la participation d'un de ses organes, l'armée ou la police), ni par le fait, donc, qu'un des pouvoirs en frapperait un autre. Un autogolpe n'existerait que si le détenteur d'un pouvoir violait la légalité au moyen de la force pour se dessaisir lui-même de son propre pouvoir. Or, l'objectif des présidents péruvien et guatémaltèque était exactement inverse...

3. l'émergence d'un nouveau modèle selon Maurice Lemoine⁸⁰ : le « coup d'Etat en douce ».

Il s'agirait d'un modèle selon lequel les putschistes renversent le(s) détenteur(s) du pouvoir, mais sans prendre sa/leur place, puisqu'ils visent en fait à instaurer rapidement un nouveau pouvoir civil. En novembre 2010, parlant du Honduras, l'ex-ministre argentin des Affaires étrangères, Dante Caputo, avait évoqué la notion de « coup d'Etat correctif », qui n'avait pas lieu pour prendre le pouvoir et s'y maintenir, mais pour le corriger. Les militaires corrigent ce qui ne leur convient pas, mais ne prennent pas le pouvoir eux-mêmes : ils organisent des élections, un civil est élu et ils lui remettent le pouvoir. Selon l'auteur, il y aurait 3 modèles :

Alliance civils-militaires ou policiers (Venezuela, Honduras, Equateur⁸¹)

Alliance société civile – paramilitaires (Haïti, Bolivie)

Faction purement civile (Paraguay)

Ces modèles sont bâtis sur plusieurs événements survenus après 2000 :

- 28/6/2009 : coup d'Etat au Honduras contre le président Zelaya

- 22/6/2012 : au Paraguay, *golpe* déguisé sous des formes constitutionnelles quand le président Fernando Lugo est destitué par le Parlement, sous des prétextes et sans respecter le délai de 5 jours prévu par la Constitution pour préparer sa défense (la procédure a duré 24 h)⁸². Il n'y a pas d'intervention de l'armée.

⁷⁹ « Violence, politique et armée en Amérique latine », in *Pouvoirs*, *op. cit.*, p. 120.

⁸⁰ *Op. cit.*, pp. 460 et s.

⁸¹ En janvier 2000, un soulèvement indien aboutit à la destitution du président Jamil Mahuad au profit d'une junte militaire. Le triumvirat porté au pouvoir est composé du chef d'état-major des forces armées et de deux civils dont le leader du mouvement indien Antonio Vargas. Sous la pression internationale, la junte cède le pouvoir au vice-président Gustavo Noboa.

⁸² Le 1^{er} juillet 2012, un scrutin présidentiel contesté amène à la présidence du pays Enrique Peña Nieto, et signe, après douze ans d'absence, le retour au pouvoir du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) qui dirigea le pays sans discontinuer de 1929 à 2000.

Ce nouveau type de coup d'Etat serait original en ce qu'il ne renverse pas l'ordre institutionnel existant, mais s'appuie sur lui pour chasser du pouvoir le chef de l'Etat ou le gouvernement existants. Cela pourrait être un des révélateurs paradoxaux du mouvement de démocratisation entamé en Amérique latine depuis quelques décennies, en ce qu'il montrerait bien que le prestige du coup d'Etat est en baisse, ainsi, peut-être, que celui de l'armée. Néanmoins, cela ne change pas la nature de l'acte (qui reste illégal, parfois violent) mais change :

- son moyen : l'armée reste dans ses casernes dans certaines applications de ce nouveau modèle (Paraguay 1999, en ce qu'elle refuse de disperser les manifestants pro-démocratie), mais pas dans tous les cas (Honduras) ;

- voire son but : il ne s'agit plus de prendre le pouvoir pour soi-même, mais d'en chasser l'occupant, et de le remplacer par un autre civil.

Malheureusement pour l'auteur, là non plus, cela n'est pas nouveau, car O. Duhamel et Y. Mény relèvent que dans le sens originel du verbe *pronunciar*, le *pronunciamiento* peut simplement désigner « l'action de l'armée qui se manifeste dans la vie politique mais sans intention d'accéder elle-même au pouvoir. L'armée agit alors comme un groupe de pression mais, à raison de ses caractéristiques, avec une force singulière »⁸³.

C'est donc en fait un retour au vieux concept. La rupture n'est que dans le fait que l'armée ne cherche plus à exercer elle-même le pouvoir, comme au XX^{ème} siècle, mais revient à certaines pratiques observées au 19^{ème} siècle et plus rarement au 20^{ème}. En réalité, ce coup d'Etat déguisé se rapproche des tentatives de pression sur le pouvoir exercées par les forces armées à diverses reprises depuis la démocratisation, et appelées en Argentine *carapintadas* (nom donné aux militaires rebelles, mutinés qui interviennent en formation de commando : en tenue de combat et maquillage de camouflage noir sur le visage), qui se produisirent à 4 reprises entre 1987 et 1990⁸⁴. Cela peut enfin correspondre au vieux modèle du 19^{ème}-début 20^{ème} siècles, lorsque les civils sollicitaient l'intervention militaire pour appuyer ou réaliser leur coup d'Etat, et sans que ces militaires ne reçoivent alors le pouvoir...

Ce qu'il ressort de ces observations, au-delà de potentiels ou supposés redéploiements du coup d'Etat, acte polymorphe s'il en est, c'est ce que signale Catherine Le Manach dans son mémoire déjà cité⁸⁵. Observateurs comme sondages *Latinobarometro* montrent que de manière générale le soutien de la population d'Amérique latine à la démocratie a baissé entre 1996 et 2008. Durant cette période, l'appui à la démocratie n'aurait augmenté que dans cinq pays, le Costa Rica, l'Equateur, le Panama, le Nicaragua et la Bolivie⁸⁶. Comme nous l'avons souligné, la capacité d'un système

⁸³ *Ibid.*

⁸⁴ Ainsi que le note Renée Fregosi : « : des militaires s'enferment dans leurs casernes mais ne prennent pas d'assaut les points stratégiques du pays ; ils se révoltent contre le pouvoir mais ne cherchent pas à s'en emparer réellement. Et l'avertissement des militaires argentins dès le début de la crise politique en 2000 (« ne comptez pas sur nous pour prendre le pouvoir ! ») est à cet égard fort éclairant. », « La fin des coups d'état militaires en Amérique latine ? Mutineries et coups manqués en Argentine et au Paraguay dans les années 80-90 », art. cité.

⁸⁵ P. 48.

⁸⁶ Marie-Claude Lamonde, « Les missions d'observation électorales de l'OEA et le renforcement de la démocratie dans les Amériques », 2009), citée par C. Le Manach, *id.* Et O'Donnell constate également une détérioration de la qualité des démocraties en Amérique latine, au-delà de leur inefficacité ou incapacité à traiter des problèmes économiques ou de sécurité. Ainsi, on ne peut évaluer une démocratie qu'au regard du seul processus électoral. Les niveaux de corruption, de clientélisme, de centralisation des pouvoirs, les atteintes à la liberté de la presse et aux Droits de l'Homme sont autant de baromètres qui renseignent sur le caractère irréprochable ou pas d'un régime démocratique. Ce sont aussi autant de phénomènes susceptibles de discréditer la démocratie aux yeux de l'opinion publique. C'est vraisemblablement le phénomène auquel on assiste en Amérique latine et au Honduras. *Ibid.*

politique à éviter un coup d'Etat réside dans son efficacité et l'attachement de sa population aux institutions. Faute de cela, et qu'il relève alors de l'ancienne ou d'une nouvelle formule, un coup d'Etat redevient ou reste toujours possible...